



## Appel du congrès de la CGT Educ'action de Seine-et-Marne

2 Décembre 2021

La CGT Educ'action 77, réunie en congrès Jeudi 2 Décembre, affirme son plein soutien aux travailleuses et travailleurs guadeloupéens et martiniquais engagés dans un mouvement de grève générale depuis plusieurs semaines, d'abord contre la suspension des salaires des personnels de santé refusant l'obligation vaccinale puis ensuite pour la hausse des salaires et contre la vie chère.

La crise sanitaire que nous traversons, quel que soit le territoire, mais c'est encore plus flagrant dans les territoires d'Outre-Mer, a mis en lumière le manque de moyens de notre hôpital public, maltraité depuis des années par les gouvernements successifs. Dans un tel contexte, se priver de personnels soignants relevait de l'inconscience et le report de l'obligation vaccinale jusqu'au 31 décembre, suite à la mobilisation, est une première avancée en appelant d'autres.

En effet, plus globalement, les revendications des travailleuses et travailleurs guadeloupéens et martiniquais sont légitimes et répondent à des besoins vitaux :

- hausse des salaires et des minimas sociaux
- lutte contre la vie chère
- meilleures infrastructures de transport
- renforcement des services publics
- accès à une eau de qualité
- prise en compte réelle par l'Etat du scandale du Chlordécone.

Dans un tel contexte, mêlant crise sociale et sanitaire, la réaction du gouvernement aura été des plus rapides...et des plus inadaptées : envoi immédiat de gendarmes métropolitains, répression et maintenant couvre-feu.

Nous dénonçons par ailleurs la volonté de recours abusif à un « plan de continuité pédagogique », impliquant la mise en place d'un enseignement derrière ordinateur qui n'a aucune existence légale, pour implicitement contrevenir aux conséquences de la grève de nos collègues et camarades sur l'île de la Martinique, par la Directrice académique elle-même (note du 29 novembre 2021).

**La réponse du gouvernement ne peut être la répression et le pourrissement de la situation !**

**Le gouvernement doit entendre toutes les revendications de l'intersyndicale et ne plus considérer les départements d'Outre-mer comme des territoires de seconde zone !**